


LES VRAIS CHIFFRES DE LA POLÉMIQUE

 Voici comment est financé *Chez nous*, le film de Lucas Belvaux qui est attaqué par le Front national en France

► C'est la polémique du moment, en France. Le Front national a sorti l'artillerie lourde pour démolir la nouvelle réalisation de notre compatriote Lucas Belvaux. Sur base de la seule bande-annonce, les dirigeants du parti ont décrété que *Chez nous* était "clairement anti-FN" et qu'il était "scandaleux" de le sortir (le 22 janvier) en pleine campagne présidentielle. Et de se plaindre que ce film "de propagande d'État" soit financé par de l'argent public.

Sur Europe 1, le cinéaste a répondu aux attaques : "Est-ce que c'est anti-FN ? C'est au spectateur de juger. Est-ce que c'est caricatural ? Ce sont les réactions qui sont plus caricaturales que les personnages de mon film."

PAS UN MOT, par contre, sur le financement public. Et pour cause : il est obligatoire en France ! Les chaînes sont en effet tenues légalement de préacheter le film. Dans le cas présent, France Télévisions et France 3 ont participé ensemble à raison de 900.000 € au budget du film. Si on y ajoute les 150.000 € de la région Hauts-de-France, on arrive à près de 20 % des 5,34 millions € qu'a coûté la production de *Chez nous*.

CELA PEUT PARAÎTRE important. Mais le coût moyen d'un film hexagonal est légèrement supérieur (5,57 millions €) et, surtout, financé à 50 % par le contribuable ! L'œuvre polém-

que de Lucas Belvaux (financée aussi à hauteur de 800.000 € par les producteurs belges et la RTBF) reçoit donc nettement moins d'aides étatiques que la moyenne des fictions françaises.

Par contre, grâce au coup de sang de l'extrême droite, elle bénéficie d'une publicité inespérée qui devrait lui garantir une forte audience en salle. D'autant que contrairement aux idées reçues, c'est en février et non en décembre qu'on

se rend le plus au cinéma. On va donc encore beaucoup entendre parler de *Chez nous*.

P.L.